

En pleine répression contre les opposants pacifiques et la population civile à Djibouti, les Français forment la police du régime ! Au nom de l'USN, Ali Deberkale dénonce un véritable scandale et demande des explications à la France.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

24 octobre 2013

Au titre de la coopération franco-djiboutienne, le directeur de la prison centrale de la République de Djibouti, Mr Ali Aden Bouraleh, vient de suivre, une formation de plusieurs semaines à l'**École Nationale d'Administration Pénitentiaire** (l'ENAP) à Agen ! Dans les rangs de l'USN, chez les défenseurs des droits de l'Homme et dans les rues de Djibouti où la nouvelle se répand comme une traînée de poudre, c'est la consternation la plus totale.

Alors que les États-Unis et l'Union européenne s'inquiètent officiellement depuis déjà plusieurs mois des **multiples exactions** commises par le régime djiboutien contre les opposants politiques et la population civile à Djibouti, « *comment la France peut-elle apporter un soutien aussi direct à la répression et, en l'occurrence, à celui que tout le monde connaît et décrit à Djibouti comme un tortionnaire ?* », souligne Ali Deberkale, encore stupéfait par la nouvelle.

Depuis des mois, des centaines d'opposants et de simples citoyens qui luttent à Djibouti pour la démocratie et la reconnaissance de leurs droits les plus fondamentaux, sont passés par la prison de Gabode. Certains y sont restés quelques jours, d'autres y croupissent dans des conditions épouvantables depuis des mois. D'autres encore y survivent péniblement depuis plusieurs années. Récemment, un opposant y est par ailleurs décédé dans des conditions restées inconnues. Il s'agit de l'opposant Mr **Mahamoud Elmi Rayaleh**, un trentenaire en parfaite santé, enterré à la sauvette dans une fosse commune, contre la volonté de la famille qui exigeait, en vain, enquête et autopsie.

La pilule a d'autant plus de mal à passer que les Français ne peuvent ignorer que **la prison de Gabode est régulièrement pointée du doigt** pour pratiquer la torture de manière systématique et imposer des conditions de détention inhumaines. L'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT), la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), la Confédération Internationale des Syndicats (CSI-ITUC) ou encore Amnesty International sont unanimes sur ce point.

Dans un **appel au secours** rédigé sous forme de rapport, le personnel de la prison lui-même décrit une situation intenable à Gabode. Concernant leurs propres conditions de travail, les fonctionnaires font état d'abus de pouvoir, de harcèlement, de suspensions de salaire et de racket, de manque de nourriture, d'absence totale d'hygiène et de sécurité ou encore de punitions dégradantes et « d'arrêt-discipline » qui se soldent par un enfermement de plusieurs jours parmi les prisonniers. Concernant les conditions de détention, plusieurs témoignages anonymes reconnaissent le recours à la **torture** et des **traitements inhumains**

et dégradants auxquels ils seraient forcés de se prêter pour ne pas avoir à les subir eux-mêmes. Ce rapport a notamment été transmis à RFI et plusieurs agences de presse.

Dans un tel contexte, pour Ali Deberkale, « *trop c'est trop !* ». Et d'ajouter : « *Qu'au nom de ses propres intérêts, la France n'apporte aucun soutien à l'opposition et à la population civile aux prises avec un régime dictatorial, c'est une chose. Qu'au nom de ces mêmes intérêts elle apporte un soutien direct à la dictature c'est une toute autre chose que nous ne pouvons pas accepter* ». Au regard des intérêts de la France à Djibouti, il faut bien constater que l'intérêt de la population djiboutienne semble jusqu'ici avoir très peu pesé.

Du côté de l'Europe, les parlementaires constatent aujourd'hui que le régime est resté sourd aux demandes qu'ils avaient exprimées dans leur résolution adoptée en juillet 2013 pour dénoncer les violations commises contre les droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit. Ils constatent également que le régime a par ailleurs multiplié les provocations ces dernières semaines et refusé d'entamer le moindre dialogue sérieux avec les opposants pacifiques. Dans un tel contexte, Ali Deberkale a une nouvelle fois demandé aux Européens réunis à Strasbourg cette semaine, « *d'envoyer sans délai à Djibouti une mission d'enquête, pour mettre fin à la dangereuse escalade entreprise par le régime* ». Puisse-t-il être entendu !

Pour rappel, le 22 février 2013, des élections législatives ont eu lieu à Djibouti. Sans publier de résultats officiels, le régime au pouvoir depuis 36 ans a proclamé sa victoire. La coalition des partis démocratiques de l'opposition pacifique à Djibouti réunie au sein de l'USN (Union pour le Salut National) estime quant à elle avoir remporté ces élections haut la main. Un rapport effectué par les deux experts envoyés sur place par l'Union européenne confirmerait la victoire de l'opposition. Depuis 9 mois, le régime s'est lancé dans une répression sévère et la colère de la population ne cesse de grandir.

Le président d'ACP asbl,
Dimitri Verdonck